

eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

FAISONS DE L'OBJECTIF PRÉ 2020 UNE RÉALITÉ

Maintenir le réchauffement climatique en dessous de la barre des 1,5°C par rapport à aux températures de l'ère pré-industrielle est essentiel pour la survie de tous les pays négociant à Lima. Ceci est vrai pour la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau ainsi que pour tous nos moyens de subsistance. C'est l'unique conclusion du nouveau rapport du GIEC.

Pour avoir une chance de rester en dessous de la limite de 1,5°C, nous ne pouvons tout simplement pas repousser l'action à 2020. Dès maintenant, nous devons commencer la transition vers un meilleur et nouvel avenir énergétique. Et cela signifie que nous devons arrêter la construction de toute infrastructure « haut carbone », afin d'éliminer toutes les émissions issues des combustibles fossiles et passer à 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050, au plus tard.

Les Parties ont établi un groupe de travail

sur les objectifs pré-2020 (Workstream 2) parce qu'elles savent que l'écart d'atténuation pré-2020 doit être rattrapé. Maintenant, nous avons besoin d'une décision forte à Lima qui doit permettre de poursuivre ce travail et de réaliser de très importantes réductions d'émissions supplémentaires.

En cette période pré-2020, les pays développés ne doivent pas se contenter de leurs engagements passés, mais doivent les relever. Ils doivent également fournir le soutien nécessaire pour mettre en œuvre des actions d'atténuations plus ambitieuses dans les pays en développement.

Mais nous perdons de vue les éléments essentiels du WorkStream 2. Il y avait pourtant un rappel dans le projet de texte, exhortant les Parties à ne pas les oublier. Mais ce paragraphe a disparu, augmentant l'inquiétude des pays en développement sur le « reversement du fardeau ».

ECO insiste sur le fait qu'il faut à se

concentrer sur les solutions qui vont bien au-delà des positions existantes, et propose d'avancer en suivant les principes d'équité de la Convention originale en adéquation avec la limitation à +1,5/+2°C, ainsi que l'accès équitable au développement durable.

Des idées intéressantes émergent à tous les niveaux. Le texte des Pays les moins avancés contenait en Octobre des idées intéressantes et l'Alliance indépendante de l'Amérique Latine et des Caraïbes, l'Afrique du Sud et le Brésil ont fait des propositions de financement innovantes, ce qui est particulièrement important pour que la conférence de Lima soit un succès. Nous devons être certains que la Convention Cadre des Nations Unies n'est pas l'endroit où les bonnes idées meurent mais où elles peuvent prospérer, afin de créer de la confiance et un cercle vertueux d'équité et d'ambition.

Nouveau terrain d'entente sur la différenciation

Lorsque l'ADP entame la réunion ministérielle en parlant de différenciation, on comprend qu'après plusieurs années de procrastination, ce sujet fondamental est désormais à l'ordre du jour. Il y a de grandes chances pour que cela soit un moment décisif.

Puisque le processus de négociation semble destiné à mener à des impasses, la présence de ministres semble nécessaire pour briser la glace. En effet, chaque idée créative et innovante se heurte à des obstacles ou à des difficultés avant d'être enterrée ou, à de rares occasions, d'être finalement entendues et de devenir réalité.

Dans le cadre des préparatifs de cette réunion, le Brésil et la Bolivie ont avancé un certain nombre d'idées provocantes et potentiellement révolutionnaires qui

pourraient aider la CCNUCC à se libérer de son malaise profond et à matérialiser le véritable potentiel d'une action coopérative mondiale.

Les ministres devraient désormais réfléchir sur les récentes soumissions de Workstream 1 du Brésil (« différenciation concentrique ») et de la Bolivie concernant un cadre fondé sur des critères scientifiques et équitables.

L'idée «concentrique» du Brésil a conduit à de nombreuses idées créatives et engagements sur la façon de sortir de l'obsolète division binaire Annexe 1 / Non Annexe 1. L'intérêt de la proposition n'est pas qu'elle résout le problème de différenciation, mais elle assoit le sujet sur de nouvelles bases, ce qui pourrait être un point de départ pour sortir de l'impasse.

En outre, on peut également citer le cadre de référence en matière d'équité de l'Afrique du Sud. ECO pense que la combinaison de ces soumissions offre des solutions intéressantes. À première vue, le cadre scientifique et équitable de la Bolivie et/ou de l'Afrique du Sud pourrait définir le point d'entrée d'un pays dans les «cercles concentriques». En s'avancant vers le centre du cercle et vers des mesures climatiques plus ambitieuses et exhaustives, le cadre bolivien pourrait fournir une ligne directrice. De cette façon, le Brésil, la Bolivie et l'Afrique du Sud ont commencé à trouver un juste milieu dans cet immense gouffre.

Suite en page 2

Des idées pour orienter le Fonds Vert

Si ECO peut se le permettre, voici une excellente idée. La COP devrait profiter de l'opportunité de donner des orientations au Fonds Vert pour le Climat, puisque celui est censé commencer à distribuer de l'argent à partir de la seconde moitié de 2015. La COP pourrait jouer un rôle très utile en fournissant les orientations suivantes au Conseil du Fonds Vert :

- Accroître la transparence et l'accessibilité de ses travaux en mettant en place dès maintenant une diffusion en direct sur le web de toutes les réunions à venir du Conseil
- Adopter une politique de liste d'exclusion, en tant que Cadre d'Investissement, définissant clairement ce que le Fonds Vert ne financera pas et comprenant notamment tout soutien direct ou indirect aux combustibles fossiles

- Assurer un processus de prise de décision en cas d'absence de consensus sur la base du principe « une personne, un vote », afin de maintenir une gouvernance équilibrée du Fonds Vert, et évitant ainsi tout lien entre le pouvoir décisionnel et le montant des contributions

- Accélérer le programme pilote pour améliorer l'accès direct afin d'atteindre les communautés locales, y compris les peuples autochtones.

- Réaffirmer le fait que les contributeurs ne peuvent pas cibler leurs contributions sur des fenêtres spécifiques, en lien avec la discussion du Conseil lors de sa dernière réunion à la Barbade.

- Demander au Secrétariat de tenir compte de l'équilibre géographique et le respect du genre dans ses effectifs.

Il est particulièrement bienvenu que le G77 et la Chine soutiennent la diffusion sur le web des réunions du Conseil Fonds Vert, alors que les Etats-Unis et le Japon ont inexplicablement mené la charge afin de bloquer son intégration dans les orientations.

Cela déçoit et trouble ECO. Il est inacceptable de la part de ces pays de s'opposer à une transparence accrue d'un organisme international important.

Toutes les autres Parties devraient soutenir la mesure de bon sens de la diffusion en direct, en particulier les 47 signataires de la Convention d'Aarhus. Sinon, peut-être préféreraient-ils expliquer au comité de conformité Aarhus comment leur silence sur cette importante question se conforme à leur obligation légale de promouvoir la participation et l'accès à l'information dans les forums internationaux.

Suite de la page 1

ECO tient à une première discussion centrée sur des solutions, qui va bien au-delà des traditionnelles positions et envisage avec créativité une solution se fondant sur les principes fondamentaux d'équité de la Convention : adéquation et objectif des 2 ° / 1,5 ° C ; CBDR + RC; et accès un équitable à un développement soutenable pour la planète.

Des idées intéressantes émergent de partout : le texte de LDC d'octobre contenait de nombreuses idées intéressantes et AILAC, l'Afrique du Sud et le Brésil ont des idées

Cela devient étrange... L'Australie remporte le prix fossile du jour... encore ! Est-ce le manque de sommeil ? Est-ce la chaleur ? Ils font des déclarations très révélatrices à cette CdP, déclarations qui tombent dans le domaine de l'ignorance consentie.

Ici à Lima, l'Australie déclare qu'elle ne comprend pas le concept d'une « température limite sur le long terme ». Poursuivant son approche burlesque, l'Australie a aussi déclaré qu'elle ne comprendrait pas non plus l'idée d'une « solidarité globale ».

Voici une information : on vit dans une



innovantes pour le financement, ce qui est crucial pour la réussite de Lima. Nous devons nous assurer que l'UNFCCC n'est pas l'endroit où les bonnes idées se cachent pour mourir, mais là où elles peuvent prospérer pour instaurer une confiance et un cycle vertueux d'équité et d'ambition.

Fossile du jour

biosphère unique et nous sommes tous concernés quand il s'agit d'impacts climatiques. Nous faisons tous des choses stupides, mais pas tout le temps. L'Australie doit maintenant se remuer et prendre les

negociations au sérieux— peut-être un rappel de l'accord de Cancun

sur la limite de réchauffement climatique. Leur Premier Ministre pourrait alors visiter quelques-unes des Iles vulnérables au large de la côte

Australienne et les régions touchées par la sécheresse et les feux de forêts dans son propre pays.

La question énergétique au cœur de l'accord de Lima ... une conférence à la croisée des chemins

Le système énergétique mondial basé majoritairement sur des ressources fossiles n'est tout simplement pas viable. C'est pourquoi la transition énergétique doit être placée au cœur de l'accord climat de 2015. Cet accord doit non seulement être ambitieux, équitable et avoir une forme juridique contraignante, mais il doit aussi mettre les besoins des pays en développement au cœur du débat. La question de la mise en œuvre est cruciale et elle doit concerner aussi bien la demande énergétique (efficacité et sobriété énergétique) que celle de l'offre (énergies renouvelables).

Pour être crédible, il reste à espérer que l'humanité arrête enfin sa schizophrénie sur les combustibles fossiles et autres énergies non durables en stoppant toutes les subventions nocives. Au fil du temps, l'absence de décision ne peut plus être prise pour une simple erreur mais elle est bel et bien intentionnelle. En pratique, une telle situation contribue à maintenir les pays en développement dans une dépendance et une pauvreté énergétique alors qu'ils disposent d'importantes ressources.

Sans une politique très claire en faveur du développement des énergies renouvelables -avec un réel transfert technologique, un ren-

forcement de capacité et des mécanismes de financement adaptés- la question de l'énergie continuera d'être un boulet dans les négociations.

Pour finir, il est peut-être temps de se rappeler que l'énergie doit fournir un service qui se décline dans l'ensemble des activités économiques et sociales et que les opportunités d'agir sont quasiment infinies, qu'il s'agisse des bâtiments, des villes, des transports ou des territoires. Prendre en compte la question énergétique et le développement des énergies renouvelables en tant que pilier central d'une transition sociétale permet à la fois d'agir sur l'atténuation, l'adaptation et la solidarité, tout en augmentant la résilience sur le long terme.

Un peu de bon sens à Lima sur la question énergétique ne ferait pas de mal.

Auteur : Energies 2050

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Marie Atinault, Simon Coquillaud, Guillaume Delaboulaye, Clémence Delannoy, Nathanaël Merabli, et Stéphane Pouffary.